

Tic et mobilisation : le cas du Congo

ICT & mobilization: the case of Republic of Congo

IC y movilización: el caso del Congo

Article inédit, mis en ligne le 25 mai 2016.

Théodora Miéré

Maitre de conférences HDR en sciences de l'information et de la communication de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines. Chercheur au Larequoi-Laboratoire en Management.
theodora.miere@uvsq.fr

Plan de l'article

Introduction

Ancrage théorique et méthodologie

Le Congo : entre une crise des médias traditionnels et un secteur numérique en pleine expansion

Tic : dispositifs de maintien d'une présence à distance et de mobilisation

Les enjeux de la communication du 4 mars

1er enjeu de la mobilisation : l'information solidaire

2ème enjeu : indignation et contestation

Pertinence et limites de la mobilisation

Conclusion

Références bibliographiques

Résumé

Le 4 mars 2012 à 8h, l'explosion d'un dépôt d'armes à Brazzaville fait des milliers de morts, de blessés et de déplacés. Les informations officielles sur le sinistre ne seront diffusées à la télévision nationale qu'à 20h. Entre-temps, les Congolais équipés d'un smartphone avaient pris des photos de l'explosion qu'ils avaient postées sur Facebook. De retour en France, nous constaterons que c'est sur Facebook que s'organise la mobilisation pour envoyer des dons aux victimes de l'explosion. L'intérêt des Congolais pour Facebook et les réseaux sociaux s'est accéléré après cet événement, avec l'émergence d'un espace public virtuel, au sein duquel les individus débattent « librement » des sujets qui touchent à l'activité socio-économique et politique du pays, pour se faire entendre individuellement ou collectivement.

Mots clés

Tic, Congo, réseaux sociaux, mobilisation.

Abstract

On March 4th, 2012, at 8 am, an explosion of an arms warehouse in Brazzaville left thousands dead, wounded and displaced. However, it was not until the national television broadcast at 8 pm that the first official reaction on the incident was announced. Meanwhile, Congolese citizen equipped with smartphones had already taken pictures of the explosion and posted them on Facebook. Back in France, we observed that the mobilization for collecting and sending out donations to the victims of the explosion took place on Facebook. The interest of the Congolese people in Facebook and social

networks underwent a significant surge as an aftermath to this event, leading to the emergence of a "virtual public space within which individuals can "freely" discuss issues affecting socio-economic and political activities of the country, in order to be heard, either individually or collectively".

Keywords

ICT, Congo, Social Networks, mobilization

Resumen

El 4 de marzo del 2012, a las 8 HS, la explosión de un depósito de armas en Brazzaville provocó miles de muertos, heridos y desplazados. Las informaciones oficiales acerca del siniestro no fueron difundidas por la Televisión Nacional recién a las 20 HS. Entretanto, los congolese, provistos de *smartphones*, tomaron fotos de la explosión y las emplazaron en Facebook. De retorno a Francia, constatamos que fue Facebook quien organizó la movilización para enviar donaciones a las víctimas de la explosión. Después de este acontecimiento, se aceleró el interés de los congolese en Facebook y otras redes sociales, permitiendo así la emergencia de un espacio público virtual en el seno del cual los individuos debaten "libremente" para hacerse escuchar, ya sea individual o colectivamente, acerca de temas vinculados con la actividad socio-económica y política del país.

Palabras clave

IC, Congo, redes sociales, movilización

Introduction

Le terme mobilisation utilisée pendant des années dans un contexte militaire (Larousse) s'est étendu à la sphère sociale. On parle de plus en plus des individus qui se mobilisent pour une cause, souvent humanitaire lors des événements qui suscitent l'émotion et qui font appel à des sentiments de solidarité et de fraternité (Sidaction, Téléthon, Tsunami, etc.). Sonia Racine définit la mobilisation comme « *un processus par lequel des acteurs sociaux s'engagent ensemble à trouver des solutions et à agir collectivement par rapport à ce qui les préoccupe, ce qui a des effets non seulement sur le plan structurel, mais aussi sur le plan personnel. Elle se définit par l'addition de ses deux principales composantes, soit un acteur collectif (Nous) et une action collective (projet commun) dans la perspective d'un changement. Ce processus peut survenir "naturellement" c'est-à-dire sans l'intervention de professionnels de l'intervention sociale* » (Racine, 2010, p.22).

La République du Congo, aussi appelée Congo-Brazzaville pour la distinguer de son voisin la République démocratique du Congo ou Congo-Kinshasa, est située sur la rive ouest du fleuve Congo. C'est l'un des pays africains producteurs de pétrole dont les revenus pétroliers représentent 90% des revenus du pays en devises. D'importantes réserves de gaz naturel et de minerais ne sont pas encore exploitées. Le bois provenant des forêts naturelles du nord est la deuxième source de devises du pays.

Le 4 mars 2012 à 8h, l'explosion d'un dépôt d'armes à Brazzaville (la capitale du Congo) avait fait des milliers de morts, de blessés et de déplacés. Les informations officielles sur le sinistre ne seront diffusées à la télévision nationale qu'à 20h. Entre-temps, les Congolais équipés d'un *smartphone* avaient pris des photos de l'explosion qu'ils avaient postées sur Facebook. De retour en France, nous lisons, sur Facebook, l'information à propos de l'organisation d'une mobilisation pour envoyer des dons aux victimes de l'explosion. Il ne s'agit pas de témoigner d'une révolution comme cela a pu être prétendu du point de vue des médias dominants du Nord en Tunisie, en Egypte, comme l'ont déploré les chercheurs en SIC (Touati, 2012 ; Cabedoche 2013) mais d'analyser l'émergence d'un

espace numérique d'expression, de contestation et de mobilisation qui va prendre de l'ampleur suite à cet événement dramatique.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux, notamment Facebook (1,39 milliard d'utilisateurs dans le monde) et Twitter (264 millions d'utilisateurs dans le monde), se présentent comme autant d'outils de débat public que de puissants lieux de mobilisation collective. Partout dans le monde, ils deviennent de puissants lieux de mobilisation collective du fait de l'alternative qu'ils offrent par rapport aux médias classiques, jusqu'à être reconnus potentiellement par la recherche comme des accélérateurs des mobilisations populaires quand des journalistes vont jusqu'à même leur attribuer imprudemment le rôle déterminant du changement social (Cabedoche, 2013).

Dans les parties qui suivent, nous allons présenter les théories mobilisées et la méthodologie utilisée pour mener cette réflexion. La seconde partie de ce travail sera consacrée aux facteurs d'émergence de cette communication numérique ainsi que ses limites.

Ancrage théorique et méthodologie

Ce travail s'inscrit dans le cadre des théories sur les enjeux de la communication et aussi sur l'appropriation par les individus des dispositifs numériques, les pratiques, les usages (Jouët, Proulx, de Certeau, Lafrance, Flichy, Kiyindou, Cabedoche, etc.) en accordant une attention particulière aux tactiques, à l'adaptation, la stratégie, la créativité, la ruse permanente (de Certeau) dont les individus font preuve pour s'approprier la technologie.

L'objectif de ce travail est de montrer, à la suite des travaux développés dans la sociologie des usages, le sens que les individus donnent à la technologie dans un contexte particulier d'utilisation qui permet de comprendre le développement des usages avec une focalisation sur les espaces d'information et d'expression des opposants aux autorités officielles (cybersactivisme, médiactivismes, néo-militantisme). Cette compréhension peut particulièrement se dégager de l'analyse de l'usage contestataire des réseaux sociaux, avec le contournement de la censure existante sur les médias, les jeux croisés des cyberactivistes et cyber-réponses des institutions stigmatisées ou attaquées, la montée en puissance des pratiques amateurs (Granjon, 2001 ; Cardon et Granjon, 2010 ; Flichy, 2010).

Nous avons eu recours également aux travaux relatifs à la communication sur les réseaux sociaux, en particulier ceux interrogeant le rôle des technologies de l'information et de la communication pour le changement social (Mattelart, 1995 ; Musso, 2003 ; Cabedoche, 2011). Les recherches sur le thème communication et « révolution arabe », (Cabedoche, Musso, Touati) ont servi pour mieux comprendre le contexte congolais d'émergence d'un type de mobilisation et de communication via les réseaux sociaux. Ces derniers travaux, comme les recherches plus anciennes sur les dispositifs numériques se situent à « l'écart de tout déterminisme » et privilégient la mise à distance par rapport aux conclusions médiatiques, notamment avec ce qui a été désigné comme « *le printemps arabe* » (Cabedoche, 2013, p.5).

Notre posture épistémologique se rapproche de l'interprétativisme, puisque nous cherchons à comprendre les motivations des individus à communiquer dans une situation donnée. La méthode de collecte et d'analyse de données adoptée se décline en l'observation de quelques groupes sur Facebook, l'analyse de discours et en une enquête qualitative. Le moment discursif choisi est celui de l'explosion du 4 mars pour ensuite s'élargir aux autres mobilisations développées sur Internet, lors des expulsions de deux journalistes Elie Smith et Sadio Morel Kanté, ou plus récemment, en septembre 2015, lors de la campagne pour la modification de la constitution au Congo.

Nos missions scientifiques à Brazzaville (capitale du Congo), Pointe Noire (capitale économique), Dolisie (3^{ème} ville du Congo) nous ont permis d'effectuer une observation *in situ*. Nous avons réalisé des entretiens auprès d'une trentaine d'usagers sélectionnés sur les critères de leur participation active, leur propre page Facebook et leur appartenance à la communauté congolaise (en France :

Paris, Nantes, Bordeaux, Orléans ; en Roumanie : Bucarest). Nous entendons ici les individus natifs ou originaires du Congo-Brazzaville, quel que soit leur pays de résidence. Nous nous sommes entretenus également avec deux ministres congolais (ministre des Télécommunications et ministre des Zones économiques et spéciales) et trois membres de leurs cabinets, à Paris et à Brazzaville. Les usagers retenus sont ceux qui disposent d'un appareil photo avec la possibilité de se connecter à Internet mais aussi ceux qui utilisent Internet dans les entreprises, dans les cybercafés et dans leur établissement d'enseignement. Depuis 2012, nous menons une veille active sur Facebook.

Le corpus utilisé est composé de traces numériques sur les pages Facebook des individus observés (publications dans les groupes Facebook : *L'école publique au Congo*, *Congo Lovers*, *Forum des jeunes congolais pour la démocratie et le développement*, *Diaspora Congo-Brazzaville*, *Collectif « Sauvons le Congo »*, *Association les enfants du Congo*, *Les anciens de Chaminade*, *Journalistes et communicateurs du Congo*, *Libération d'Amédée De l'eau Loemba*, *Congo Education Développement*, *DCE*, *Elie Smith (Journaliste)*, *Konté Sadio Morel*, des éléments recueillis sur des forums de discussion des sites Mwindi et Zenga Mambu. Une observation sur les usages des Tic dans la sphère professionnelle auprès des salariés des banques (la Banque commerciale congolaise, la BCH, Société générale, MUCODEC) ; des opérateurs de téléphonie mobiles, (Warid, MTN), des établissements d'enseignement supérieur (EST-Littoral, IHEM, CFI-CIRAS) nous avait permis de relever dans les discours et les pratiques un usage « personnel et politique » des Tic.

Les éléments de ces entretiens ont été soumis à une grille de lecture. L'analyse de contenu regroupe des techniques multiples et disparates. Pour Laurence Bardin, « *celle-ci se fait par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production / réception de ces messages* » (Bardin, 2003, p.47). Leur application aux sites Internet a nécessité une adaptation, car le contenu n'est pas uniquement textuel (ergonomie, choix des rubriques, interactivité, etc.) pour pouvoir dégager les grandes tendances, une observation et analyse régulière des différentes discussions sur les différentes pages Facebook ont été nécessaires. Après le recueil des données, l'analyse de contenus s'est faite selon une méthode empruntée à François Délpeteau (2000), et à Raymond-Alain Thietart (2003). L'analyse du contenu repose sur le postulat que la répétition d'unités d'analyse de discours (mots, expressions ou significations similaires, phrases, paragraphes) révèle les centres d'intérêt, les préoccupations des auteurs du discours. Le texte document écrit ou retranscription de discours ou d'entretien) est découpé et ordonné en fonction des unités d'analyse que nous avons choisi d'étudier, selon une méthodologie très précise de codage. Les différentes unités d'analyse sont ensuite classées dans un nombre restreint de catégories liées aux objectifs de recherche et sur lesquelles porteront les analyses. Ces analyses passent le plus souvent par des comptages, des analyses statistiques, ou encore des analyses plus qualitatives du contexte dans lequel « *les mots apparaissent* » (Thietard, 2003, p.494).

Nous avons également analysé les cadres du discours, c'est-à-dire le contexte situationnel (les facteurs socio-économiques), la présentation (le support du discours), le positionnement et le rôle de l'énonciateur, qu'il s'agisse de ministres du Congo présents sur Facebook ou de simples citoyens et aussi le lieu de l'énonciation (des Congolais à l'occasion de cet événement s'exprimaient depuis la Norvège, les Etats-Unis, la France, l'Italie et la France, etc.).

Le Congo : entre une crise des médias traditionnels et un secteur numérique en pleine expansion

Au Congo, le paysage audiovisuel se caractérise par une mainmise de l'État, une communication gouvernementale très importante, des médias qui appartiennent aux proches du Président (frère, fille, ami, etc.) : « *on accorde des autorisations à des proches du pouvoir* », absence de l'opposition et de débats contradictoires, pauvreté en termes quantitatif et qualitatif (Touati, 2012, p.3). La TV et la radio sont des organismes d'État, les journalistes ont le statut de fonctionnaire. Les émissions font la

promotion des actions du gouvernement et de l'entourage du chef de l'État, c'est une information de type propagande qui est développée. Quelques chaînes de radio émettent des informations religieuses et musicales.

Les Congolais les plus riches ont accès à des chaînes de TV étrangères mais qui diffusent le plus souvent des clips vidéo et des séries. L'irrégularité dans la fourniture d'électricité, le bas niveau de revenus ne permettent pas à des Congolais de disposer d'une télévision et d'avoir un accès régulier à la presse. Deux journaux sont distribués régulièrement au Congo, *La Semaine africaine* qui appartient à l'Église catholique et *Les Dépêches de Brazzaville* qui appartiennent à Mathieu Pigasse, conseiller et ami du Président du Congo. Pays de l'Afrique centrale, le Congo a connu une période marquée par des guerres civiles, pendant laquelle les citoyens apprenaient les nouvelles locales via les radios étrangères, comme RFI.

Les mêmes causes vont avoir également les mêmes effets : « *la censure que subissent les médias nationaux, l'omniprésence de la communication gouvernementale dans ces médias... font partie des explications avancées de l'intérêt grandissant pour Internet et l'explosion du nombre de compte Facebook* » (Touati, 2012, p.5) le manque de confiance amène les individus à se tourner vers Internet pour s'informer sur la vie politique (Touati, 2012, p.5) lequel va devenir pour les Congolais « *un outil d'information et de communication* ». La possibilité avec Internet d'avoir accès à plusieurs sources d'information s'est vite révélée comme une nécessité pour les habitants.

Le secteur de la téléphonie mobile a connu au Congo un développement spectaculaire et les abonnements dépassent les prévisions les plus optimistes des opérateurs qui sont confrontés à des saturations et donc à des contraintes d'urgence d'extension. En 2004, l'Union internationale des télécommunications a présenté l'Afrique comme « *le nouveau marché de la téléphonie mobile le plus dynamique du monde* »¹. La téléphonie mobile a connu une croissance très importante dans les pays africains (Alzouma, 2014) et au Congo en particulier. Le secteur est l'un des premiers destinataires d'investissement. Pour Evariste Dakouré, « *en Afrique, le secteur de la téléphonie mobile est celui qui produit le plus d'intérêts financiers et attire de ce fait la convoitise de multinationales* », le chercheur burkinabè parlant même de « *l'intérêt stratégique du secteur des télécommunications en Afrique* » (Dakouré, 2014, p.6). Gado Alzouma estime que les chiffres de pénétration de téléphone mobile attestent « *un accès et une adoption qu'on dit inégalés par aucune autre technologie introduite sur ce continent au cours de l'histoire, une adoption présentée comme extraordinaire* » (Alzouma, 2014, p.7)². Entre 2008 et 2011, le nombre d'abonnés est passé de 246 millions à plus de 500 millions soit plus de 50% de la population africaine³. Le développement du haut débit mobile, des réseaux sociaux, la multiplication des *smartphones* et des tablettes numériques permettent une connexion permanente à de nombreux Congolais. Ces évolutions technologiques ont permis le développement de l'Internet mobile et ont offert la possibilité aux Congolais qui ne pouvaient acquérir d'ordinateur pour des raisons de coûts, de se connecter au réseau.

Désormais, tous les téléphones mobiles sur le marché congolais permettent l'accès à Internet et cela va des téléphones haut de gamme aux téléphones *low cost* « chinois », même s'ils n'offrent pas le même confort. La facilité d'accès et l'autonomie ont été ici des éléments déterminants. Le téléphone mobile devient le seul moyen de communication auquel tout Congolais a accès de manière efficace

.....

¹ Source : International Telecommunication Union (ITU), « Africa, the World's Fastest Growing Mobile Market », Communiqué de presse, Genève, 26 avril 2004. En ligne. <http://www.itu.int/newsarchive/press_releases/2004/04.html>. Consulté le 3 avril 2013.

² Le journal *La Tribune*, affirmait dans son édition du 20 novembre 2014 sur son compte Twitter que 93% des Africains ont accès à la téléphonie mobile, quand 59% disposent de l'eau courante.

³ Source : Madanmohan Rao, Mobile Africa Report 2011 : Regional Hubs of Excellence and Innovation. En ligne. 2011. <http://www.mobilemonday.net/reports/MobileAfrica_2011.pdf>. Consulté le 28 février 2012.

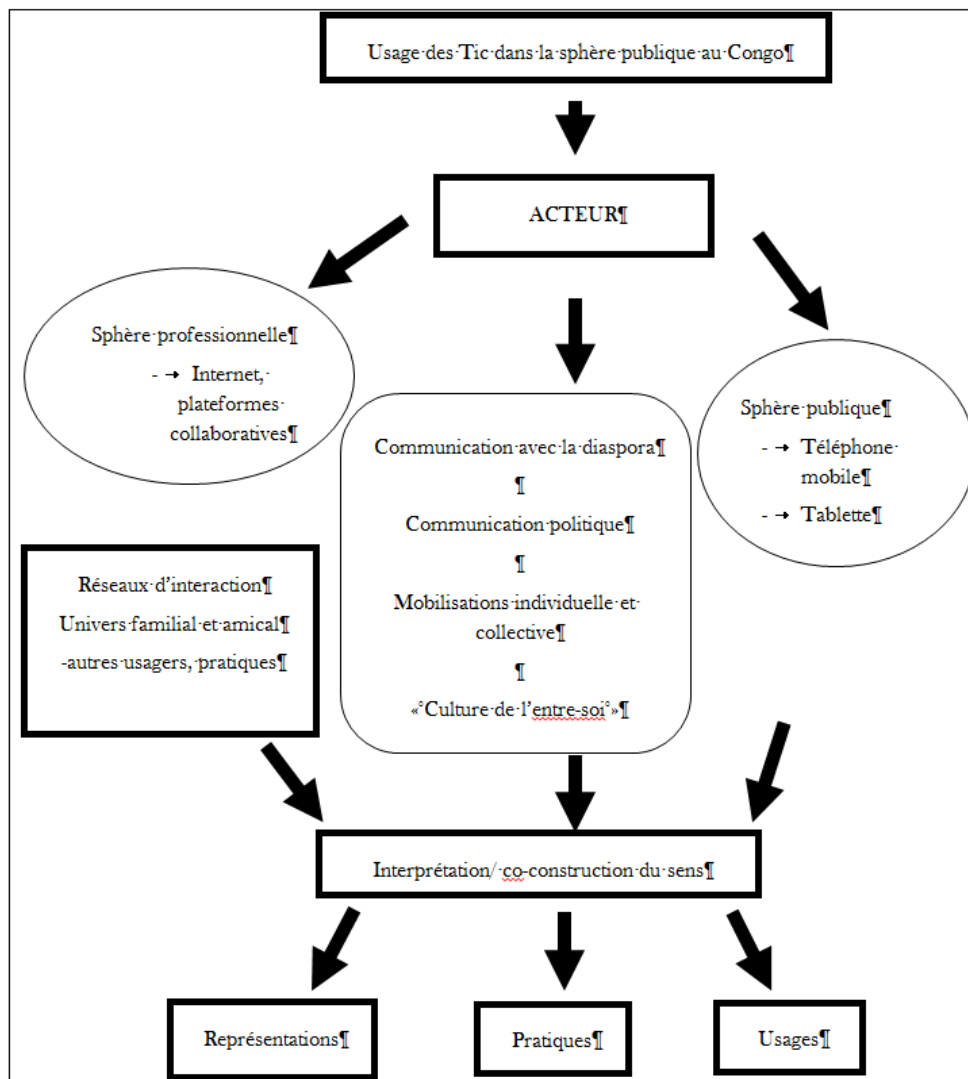
et régulière, même en cas de coupure d'électricité (produite essentiellement grâce aux groupes électrogènes).

L'insertion des Tic dans les organisations a permis aux Congolais d'avoir accès aux sources d'information alternative pendant leurs temps de pause au travail (Pelage, 2004). L'insertion des Tic répondait à des nécessités immédiates de circulation de l'information, de la mise en coopération dans le contexte du travail. Comme en France, les entreprises congolaises utilisent les Tic pour une meilleure circulation des informations et un meilleur travail collaboratif. L'observation *in situ* au Congo révèle que de nombreux individus, sur le territoire, profitent de l'accès à Internet, disponible sur le lieu de travail, et utilisent les Tic durant leur temps de pause à des fins personnelles et politiques. En effet, avant le développement de l'Internet mobile, c'est dans les entreprises que les possibilités d'accès à Internet sont plus intéressantes en termes de débit, d'accessibilité individuelle, de coût (plus besoin de se rendre dans un cybercafé). En effet, les individus ont utilisé les réseaux sociaux, notamment Facebook, et sur les sites des opposants qui sont à l'étranger pour avoir des informations que les médias classiques (TV, radio, journaux, etc.) ne véhiculent pas. Internet a été un moyen d'échapper à la propagande permanente sur les médias classiques du fait qu'il offre des alternatives en termes de contenus d'information.

L'insertion des Tic dans les entreprises a donc permis « *l'élargissement de la base d'internautes et de facebookers plus familiers des outils du web participatif (sans être professionnels) et pouvaient plus facilement servir de relais de la médiatisation* » (Touati, 2012, p.17).

De plus en plus nombreux sont donc les Congolais équipés de *smartphone*, et qui prennent des photos et des vidéos pour poster sur leur page Facebook. Il peut s'agir des événements de leur vie personnelle mais de plus en plus, du fait des échanges que les réseaux sociaux permettent, du fait de la mobilisation collective qu'elle engendre, les individus partagent également les événements de la vie politique. Cependant tous les usagers n'ont pas un usage identique et militant des Tic. Beaucoup de Congolais utilisent Internet et le téléphone pour des objectifs de divertissement, d'accès à une information généraliste, l'échange de courriel. Faustin Lessouba a relevé, dans sa thèse de doctorat, un usage dans la gestion des relations interpersonnelles, des affaires pour les commerçants (Lessouba, 2015). En juin 2015, l'examen du BEPC avait été annulé au Congo Brazzaville à cause de la diffusion des sujets sur certaines pages Facebook.

Nous résumons, dans le schéma ci-après, les principales caractéristiques des usages des Tic au Congo.



Tic : dispositifs de maintien d'une présence à distance et de mobilisation

La particularité du Congo, comme de beaucoup de pays africains, est de compter une forte communauté formée de « Congolais de l'extérieur ». Répartis dans les pays comme la France, l'Italie, le Canada, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Mexique, ces *expats* sont souvent contraints à l'émigration pour des raisons d'ordre politique⁴, ou parce que sur place, les conditions de vie n'étaient pas satisfaisantes (santé, éducation, etc.). Le mauvais fonctionnement des services de télécommunications locaux (téléphone et courrier) a été, pendant des années, un frein à la communication entre Congolais de l'extérieur et ceux restés au pays. Par sa gratuité, sa facilité de téléchargement et d'utilisation et donc une maîtrise technique et cognitive du dispositif, comme le fait remarquer Patrice Flichy, Facebook a permis une communication entre les individus (issus d'un pays) répartis à travers le monde, de rester en contact avec les amis, les parents... de se voir grâce à des photos mises en ligne, etc. (Flichy, 2003 ; Mattelard, 2009).

.....

⁴ Depuis son indépendance, le Congo a connu de longues périodes d'instabilité politique, la dernière guerre civile en 1997 a fait de nombreuses victimes.

Les Congolais de l'extérieur ont joué un rôle important sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, dans l'acquisition des outils technologiques et leur appropriation, du fait de leur besoin d'être lié aux autres, de la possibilité de pouvoir communiquer avec les autres, de rompre avec l'isolement, le déracinement imposé par l'immigration... et ainsi de se construire un univers virtuel certes avec d'autres Congolais, d'autres individus, ayant les mêmes goûts, les mêmes préoccupations (le mal du pays) et contribuer au débat public (Kiyindou, 2012, Mattelard, 2009).

Au Congo, les interactions avec la communauté⁵ sont régulières et importantes, c'est ce qui explique la nécessité du maintien d'une présence à distance pour les Congolais de l'extérieur, dans un environnement dans lequel une famille élargie se gère comme une entreprise et ceux qui sont partis continuent à être mis à contribution dans les activités qui concernent la famille. Les Tic jouent un rôle important dans le renforcement de liens existants, il y a une redécouverte de ceux qui sont partis, la possibilité de les voir, de leur parler : « grâce à Skype, je peux, quand je cuisine, montrer à ma mère, qui est à Brazzaville, comment je gère mon foyer, nous avons l'impression qu'elle est à côté » (Dalia, 35 ans, mère de famille, Nantes) ; « avec mes frères, nous nous sommes cotisés pour envoyer un ordinateur et un portable à maman à Brazzaville, elle est, depuis, joignable tout le temps » (Léa, 40 ans, mère de famille, Bordeaux). Il y a également un renforcement des relations sociales : « avant, je pouvais passer un mois sans avoir ma mère qui est au village, depuis qu'il y a une cabine téléphonique, je peux la joindre dès que je peux » (Guy-Roger, 50 ans, Paris).

Les enjeux de la communication du 4 mars

Le 4 mars 2012 à 8h, un dépôt d'armes explose à Brazzaville, alors que nous sommes en mission au Congo. Cette explosion fait plus de 200 morts et provoque des dégâts matériels importants. Ce sont des facteurs qui vont influencer positivement la mobilisation. Alors que la télévision nationale ne diffuse aucune information sur le sujet, les Congolais équipés de *smartphone* vont faire des photos et les poster sur Facebook. Les Congolais vont se « ruer » sur Facebook, pour avoir des informations sur l'événement qui se déroulait dans la capitale, les mieux équipés ont donc pu relayer l'information aux autres. Comme en Tunisie, en Égypte, voire en Iran, en Syrie..., Facebook et le téléphone portable ont été pendant cette journée « les seuls canaux de transmission et de partage de l'info » (Cabedoche, 2014, p.6).

Lorsque le ministre de la Défense du Congo passe à la télévision nationale à 20h et sur d'autres médias publics pour minimiser l'événement, une grande partie de la population est au courant des dégâts plus importants de l'incident du fait que les médias étrangers et les réseaux sociaux avaient diffusé des informations avec photos à l'appui sur l'explosion et ses conséquences dramatiques. Pour Jean-Paul Lafrance, « pour une dictature, il est facile de tenir en laisse la télévision, la radio et les journaux ; il est toutefois impossible de museler la parole citoyenne qui jaillit des millions de téléphones mobiles qui peuvent photographier des scènes de rue, relayer les images et les paroles d'individus en individus, donner des consignes de rassemblement, alimenter les médias publics, alerter la presse internationale » (Lafrance, 2012, p.10). Dans les pays du Sud où des populations se sont massivement mobilisées contre des régimes en place, les dispositifs numériques ont joué un rôle

.....

⁵ En Afrique et au Congo en particulier, un individu est rattaché à une communauté, une famille élargie en général dans laquelle on trouve ses parents, ses oncles, ses tantes, ses neveux, nièces avec lesquels il entretient une relation quotidienne très importante et au sein de laquelle un partage des responsabilités (dans le bonheur comme dans le malheur) vis-à-vis de la communauté est cultivé dès le bas âge. Dans un pays où il n'y a pas, pour une grande partie de la population, d'allocations chômage, ni d'allocations logement, ni de pension de retraite, ni de pension alimentaire, ni de couverture maladie, ni de bourse, etc. les difficultés individuelles se gèrent au niveau de la communauté, les intérêts de la communauté priment sur ceux de l'individu.

important. Pour Zeineb Touati, ce « succès » des Tic s'explique du fait que « *difficiles à contrôler, peu coûteuses, offrant des usages variés et complémentaires mais aussi par leur convergence, les Tic ont été un support opérationnel et efficace pour les différentes phases de la mobilisation leur convergence et leur complémentarité (téléphones portables et smartphones pour photographier et filmer) ; Internet et les réseaux sociaux ont été mis à contribution pour la transmission et la circulation de l'information et des contenus* » (Touati, 2012, p.17).

1^{er} enjeu de la mobilisation : l'information solidaire

Le dimanche 4 mars, les explosions ont lieu de 8h à 10h⁶. Alors que sur place, aucune information n'est diffusée sur l'origine de l'explosion et l'importance des dégâts, dans la matinée, des images de l'explosion circulent déjà sur Facebook. Plusieurs internautes vont les diffuser sur leur mur en présentant les condoléances aux familles de victimes. Des vidéos, des photos sur l'explosion ont été envoyées à des milliers de personnes, suscitant une vive émotion, indignation, colère (l'explosion avait eu lieu un dimanche matin, jour de sortie familiale pour les Congolais, et à proximité des habitations). La première étape de la communication autour de cet événement avait été la diffusion des informations (nombre de morts, de déplacés, les causes de l'explosion ; pour ceux qui sont loin, prendre des nouvelles de la famille, etc.). La seconde étape a consisté à organiser et à participer à des collectes de fonds et de produits de première nécessité, de manifestations de soutien, (concerts, réunions à l'ambassade du Congo à Paris par exemple) pour les victimes de l'explosion qualifiées de « sinistrés ». Par sa facilité d'usage du dispositif, Facebook a permis une multiplication de l'info, par renvoi vers les amis & contacts, vidéo, photos, textes (Flichy, Touati). Facebook a offert la possibilité aux populations de suivre les événements, pour les plus actifs de se mobiliser, et de mobiliser la communauté internationale. (Musso, 2011)

Cet événement a révélé les insuffisances et défaillances du secteur médical congolais et dans le même temps a renforcé le sentiment de solidarité nationale. La cause de cette mobilisation réside dans la situation dans laquelle se trouvent des Congolais. Outre l'indignation face à la situation, la prise de conscience de l'ampleur des dégâts et aussi la nécessité de venir en aide à la population, l'idée est de mettre en place des moyens et des actions et de participer à des actions, d'obtenir l'engagement du plus grand nombre d'acteurs connectés ou pas. Il s'agit de faire de la situation de ceux qu'on qualifie à l'époque de « sinistrés » une cause commune : informer grâce à des images, photos et vidéos, inciter les Congolais à effectuer des dons pour améliorer la situation des sinistrés. Sur les différentes pages Facebook analysées, le discours est assez uniforme, même si, progressivement, on assistera à une communication des Congolais qui vont attirer l'attention sur la responsabilité des autorités du Congo.

Dès le 5 mars, la mobilisation nationale et internationale s'organise. Le gouvernement français décide d'envoyer une aide humanitaire au Congo⁷. La mobilisation qui émerge lors du drame est l'œuvre des individus mais aussi des associations congolaises de France comme « *Bana Ya Congo, les enfants du Congo* », « *Aujourd'hui le Congo* », « *Diaspora Congo-Brazzaville* » qui ont eu ainsi l'opportunité d'agir dans l'espace public. C'est l'occasion pour des individus et des organisations de s'exprimer, de réfléchir collectivement et d'agir concrètement. C'est ainsi qu'un « collectif urgence Congo » va voir le jour, organisé en commissions qui se retrouvent dans les locaux de l'ambassade du Congo en France (à Paris) pour coordonner les actions et mettre en place une aide logistique (envoi groupé de dons) : « *Chers compatriotes, suite aux derniers événements survenus à Brazzaville, l'Ambassadeur et*

.....

⁶ Nous sommes à Brazzaville à l'époque dans le cadre d'un projet de partenariat entre l'université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines et les établissements supérieurs du Congo et dans le cadre d'un projet de recherche sur les usages des Tic au Congo.

⁷ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/03/04/97001-20120304FILWWW00208-brazzaville-aide-d-urgence-de-paris.php>

la cellule de crise de l'ambassade convoque Diaspora Congo Brazzaville et toutes les associations souhaitant participer à l'effort de solidarité à une réunion d'information qui aura lieu le mercredi 7 mars 2012 à 16h à l'ambassade du Congo, 37bis rue Paul Valery à Paris » (Source page Facebook de Diaspora Congo-Brazzaville, 6 mars 2012) ; « Madame, Monsieur, Des veillées d'hommage aux sinistrés du Congo avec collecte de dons sont organisées ce week-end, samedi 10 et dimanche 11 mars 2012 à partir de 18h au Studio Jenny... ... 1, avenue Jenny 92000 Nanterre ». (Diaspora Congo-Brazzaville, Facebook, 10 mars 2012). L'implication de l'Ambassade du Congo est pour les individus et les organisations une reconnaissance de leurs capacités d'engagement et de mobilisation et donne l'image d'une « union des forces » de la représentation d'une communauté à l'extérieur (pouvoirs publics, ambassade et de la société civile, associations, individus, etc.). Les réunions à l'Ambassade donnent une signification symbolique à cette mobilisation : agir ensemble à la mise en place d'actions pour venir en aide aux victimes de l'explosion du 4 mars à Brazzaville. Ce qui crée un sentiment d'appartenance et de solidarité. La société civile acquiert ainsi un rôle valorisant : « le Congo a besoin de nous » et de sentir sa contribution appréciée (Racine, 2010). Cette mobilisation a permis la construction d'un vaste réseau, des individus et des membres d'organisations qui ne se connaissaient pas.

Au-delà de la mobilisation, les réunions à l'Ambassade deviennent des moments propices à tisser des liens, « de faire ressortir la valeur des liens dans la communauté » (Racine, 2010). L'intentionnalité de la communication tourne autour de la compréhension commune de la situation (explosion, beaucoup de morts, de disparus, de blessés, de déplacés qui ont besoin d'être secourus). Les échanges via les réseaux sociaux ont pour but de construire une vision partagée de l'événement : « venir en aide ». Le cadre motivationnel trouve sa légitimité dans l'intention commune : des Congolais du monde qui viennent en aide à ceux sur place qui sont dans des difficultés avec la possibilité donnée aux individus qui, généralement, agissent au niveau familial d'intervenir au niveau national avec le soutien des pouvoirs publics. La solidarité est un concept fédérateur. L'événement dramatique est l'occasion de dépasser les clivages traditionnels entre Congolais, de mener une réflexion collective, d'être unis autour d'un projet commun et d'agir concrètement dans le but d'une prise en charge par les individus d'une crise qui les concerne. Cette communication solidaire vise également à construire une identité collective et la donner à voir sur les pages Facebook : celle de Congolais de l'extérieur, animés par le désir de venir en aide collectivement aux victimes de l'explosion : « Chers amis, la diaspora congolaise de France et de quelques pays d'Europe envoie 45 tonnes de matériel et de médicaments, pour les sinistrés des événements du 04 mars 2012 de Mpila (Brazzaville Congo). Notre association Bana Ya Congo, fait partie de la coordination des associations pour l'urgence mise en place au niveau de l'Ambassade du Congo à Paris. Le premier cargo devrait arriver ce weekend à Brazzaville au Congo. Pour plus d'infos sur le collectif des associations et de la façon dont seront traités nos dons à Brazzaville, merci de visiter le site Internet mis en place pour l'occasion » (Bana Ya Congo du 23 mars) ; « Chers amis, notre association Bana Ya Congo (les enfants du Congo), site Internet www.banayacongo.fr, poursuit sa récolte de dons pour les sinistrés du 04 mars de Mpila (Brazzaville). » (B. K publication sur sa page Facebook du 27 mars 2012).

Deux avions cargos étaient partis pour Brazzaville afin d'apporter des vêtements, des médicaments, des tentes, couvertures et plus encore, que les différentes associations vont collecter. Un compte bancaire SOS Congo sera mis en place. Il y a également l'ajustement des cadres de valeurs des acteurs, sur les valeurs, les principes, les façons de percevoir la réalité, par exemple, le fait de communiquer sur le contenu précis de dons collectés (dans un souci de transparence), de communiquer sur la traçabilité des dons du départ de France aux modalités de distribution au Congo. Les messages postés par ceux qui vont assurer la distribution des dons aux victimes parlent de : « traçabilité, rendre des comptes, confiance, élan de solidarité » (A. O, membre de Diaspora Congo-Brazzaville, Facebook, 25 mars 2012).

Lors du 4 mars, Facebook et Internet mobile ont mis en avant « *interactions des actions de la diaspora et des actions de mobilisation menées sur place* ». Pour reprendre l'affirmation de Zeineb Touati en s'appuyant sur le cas de la Tunisie, « *Internet, Facebook sont devenus des outils importants de l'organisation de l'action collective et des supports opérationnels et performants de la mobilisation sur le terrain* », (Touati, 2012, p.12).

C'est suite à cet événement que bon nombre de Congolais ont pris conscience de la possibilité de transmettre des informations, d'échanger, de se mobiliser via les réseaux sociaux. Une possibilité pour ceux qui avaient un accès Internet sur leur lieu de travail et qui s'est élargie à d'autres catégories de la population.

2^{ème} enjeu : indignation et contestation

Au départ, le paysage numérique congolais se caractérise par l'expression de l'opposition congolaise souvent en exil sur des sites Internet (Mwinda, Zenga Mambou). Ce sont des militants engagés, soutiens de l'ancien président Pascal Lissouba et de l'ancien Premier ministre André Milongo. Leur stratégie de communication s'articule autour du cognitif : se faire connaître ; du phatique : maintenir le lien avec d'autres militants, mais aussi, du conatif voire de l'incitatif : faire adhérer à leur cause à travers la dénonciation et la révélation des affaires politiques (arrestations arbitraires, détournements de fonds, difficultés rencontrées par la population, etc.), l'indignation sur des comportements jugés contraires à leur fonction, etc. Cependant la présentation positive des actions des anciens dirigeants avec une articulation autour de « Avant, c'était bien », c'est-à-dire pendant la période de gouvernance de Pascal Lissouba et André Milongo a eu pour effet une lassitude du public, d'autant plus que les forums deviennent les lieux d'affrontement entre les différents partisans.

Cependant, les internautes ont trouvé sur ces sites la possibilité d'interagir avec d'autres grâce aux forums de discussion, etc. Pour les opposants aux autorités en place, Internet était donc un mode d'expression privilégié et une possibilité de mobilisation et d'atteindre une partie de la population. Ce qui fait dire à Bertrand Cabedoche, en parlant du rôle des diasporas : « *elles ont pu, par l'exemple même de leur pratique, convaincre que la contestation en ligne étant la nouvelle forme de changement social* » (Cabedoche, 2013, p.9). Les réseaux sociaux ont fini par être des lieux véhiculant des revendications collectives et de protestations pour une meilleure redistribution des ressources, de débats et d'échanges autour des questions politiques pour susciter l'intérêt pour la chose publique.

Depuis, les individus les plus actifs utilisent les réseaux sociaux pour faire connaître les difficultés auxquelles les congolais doivent faire face dans leur vie de tous les jours (problèmes d'eau, d'électricité, d'éducation), pour parler des expulsions du Congo des journalistes Elie Smith, journaliste camerounais et Konté Sadio Morel, journaliste congolo-malienne, pour organiser des débats autour de la révision constitutionnelle qui se pose actuellement au Congo, pour permettre ou non au président actuel de briguer un troisième mandat. Sur les pages personnelles ou dans les groupe Facebook, le modèle d'énonciation est le même, une information sous forme d'un document vidéo ou une dépêche ; les individus partent d'un fait pour arriver à de l'indignation et mettre en cause la responsabilité des autorités. Sur des espaces numériques, les Congolais ont découvert « *les critiques ouvertes, les contestations, les débats contradictoires* », souvent absents des médias traditionnels. On peut citer l'exemple "du coup de gueule" de l'écrivaine et femme politique Gildas Moutsara, qui s'était étonnée que le Congo consacre un budget important pour accueillir le festival littéraire « *étonnants voyageurs* » alors que des populations vivaient dans une grande précarité.

Cette contestation a pris de l'ampleur avec la diffusion des images, photos et vidéos sur l'explosion du 4 mars 2012. Facebook a permis donc la médiatisation de l'événement, la dénonciation de sa mauvaise gestion par les autorités sur les pages Facebook des individus, sur les pages des ministres congolais Thierry Mougala et Alain Akoula et sur les sites politiques (Zenga Mambu, Mwinda) : « *Le pouvoir est aux abois. Il est incapable de gérer cette petite crise. On se demande si c'était une*

bonne partie de Brazza ou une partie du pays. Leur incompétence se fait maintenant voir à l'œil nu. On ne doit plus compter sur ces gens qui ne sont capables de relever le défi. Le peuple congolais doit se lever pour dire STOP, TROP c'est TROP. Nous voulons un vrai Etat démocratique où les dirigeants sont responsables et à la hauteur des enjeux du XXIème siècle » (E. N., mars 2012, publication Facebook).

Dès le 4 mars, des individus vont poser des questions au ministre des Télécommunications du Congo sur sa page Facebook sur l'origine du sinistre : « *comment on peut abriter une poudrière en pleine ville ?* », NNO, commentaire sur le mur de Thierry Mougalla, le 4 mars ; « *Quelle idée de stocker des armes dans les villes où vivent les habitants en sachant que ça peut exploser ??? Je demande à tous ces généraux de démissionner ; toujours des innocents qui meurent et vous, vos familles sont très loin, elles n'habitent pas dans les quartiers sensibles où peut arriver un malheur. Dans tout ça, où est le président ??? Il n'a même pas fait une déclaration ! Dieu va vous punir un jour !!* » (CYB, 4 mars sur le mur du ministre congolais Thierry Mougalla, commentaire).

D'autres vont faire appel à la responsabilité des dirigeants en mettant en avant de ce que les individus qualifient d'irresponsabilité des dirigeants : « *Quand je vois comment ma famille a fleuré la mort à cause de l'irresponsabilité de nos dirigeants, cela ne peut pas me laisser indifférent* », (E. N du 23 mars 2012) et « *Ce que nous voulons, que la lumière soit faite sur cet évènement et que les responsables soient punis par la plus grande sévérité, ils ont été coupables de négligence et n'ont pas obéi aux ordres du chef de l'Etat* » (E. N du 23 mars 2012).

FK : « *Eriger une "stèle aux morts" n'est pas une priorité... Limoger les responsables directs en serait une pour guérir le peuple moralement, et le Président a une responsabilité morale de faire tout pour le peuple qui l'observe. Et aussi, pour moi, la 1ère priorité serait de divulguer le nombre réel des morts. Apporter tous les dons argentés et matériels à SECOURIR serait une bonne chose, ériger une stèle et défilé d'honneur ne sont pas nécessaires* ». (Commentaire sur le mur de BK le 11 mars 2016).

TL : « *Je lis partout sur la toile des R.I.P : « Reposez en paix », mais comment reposer en paix lorsque tous ces morts n'ont aucun coupable ? Les autorités congolaises doivent tout mettre en œuvre pour que les responsabilités de chacun soient connues de tous. Ce n'est qu'à ce moment que nous pourrions faire notre deuil et que nos morts reposeront réellement en paix* ». (11 mars 2012, Facebook)

« *On ne peut pas rester silencieux face au drame qui vient de se passer le dimanche 04 mars 2012 et qui est inadmissible. On ne peut pas justifier la mise en danger d'autrui sans intention de donner la mort. Quand je vois comment ma famille a fleuré la mort à cause de l'irresponsabilité de nos dirigeants, cela ne peut pas me laisser indifférent* », (E. N. 23 mars 2015). AH est sur le mur du ministre pour évoquer la responsabilité du gouvernement et rappeler les autres difficultés que vivent les Congolais au quotidien : « *Il faut éviter les terminologies bidon du genre « gouvernement de la République ». Ce qu'il faut savoir : la République n'expose pas ses enfants, sa mission régaliennne est de protéger sa population. La situation chaotique de notre pays n'autorise pas les débats de complaisance, la charge est immense...Déjà en temps normal, les Congolais ont du mal à boucler les fins de mois. De grâce, ce dont on ne peut pas parler, il vaut mieux le taire. Il ne s'agit pas ici d'une quelconque incitation à la violence (affrontement), d'une exigence à un vrai débat démocratique qu'attend le pays et qui doit transcender le cadre d'un gouvernement d'union nationale pour un gouvernement de salut national. L'heure n'est plus au minimalisme...On ne peut pas maintenir une équipe qui perd, c'est une jurisprudence dans le football brésilien, et qui est de mon point de vue valable dans d'autres domaines de la vie* ». (AH publication du 24 mars dans son journal et dans le jour des amis et connaissances).

C'est un échange entre individus qui va s'instaurer sur le mur du ministre sans réponse de fond de sa part aux questions posées.

K. D. est un cyberactiviste qui dénonce souvent la politique des autorités congolaises. On trouve sur sa page Facebook quelques photos de sa famille mais aussi de son dernier voyage au Congo pendant lequel il a rencontré Thierry Mougalla. L'explosion du 4 mars lui donne l'occasion de dénoncer la mauvaise gestion politique de l'Etat congolais : « *Trop de sang a coulé au Congo, il faut arrêter de tuer les Congolais et pour cela, il faut, au Congo, un débat d'un autre genre pour discuter sainement des différends, et des incompréhensions entre les Congolais, et surtout, pour une modernisation de la vie politique qui, depuis un demi-siècle n'a fait que créer et amplifier la haine !* » (Publication Facebook du 30 mars 2012). C'est aussi, pour lui, l'occasion de rappeler les difficultés dans lesquelles vivent les Congolais au quotidien « *Le cas du Congo Brazzaville est éloquent car ce pays de 3.5 millions d'habitants, riche de son pétrole, de ses fleuves et rivières, bois, forêts, vit dans un état de sous-développement avancé : pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas d'électricité, pas d'eau potable* » (Facebook, 30 mars 2012).

« *Nous, surtout la jeunesse Congolaise, apprenons à devenir plus sérieux que jamais, car le désir de la plupart d'entre nous est de voir notre pays libéré de sa dictature pour que nous puissions y retourner et nous installer dans un climat politique de liberté : de vaquer à nos occupations, d'exprimer nos opinions, de vivre sans crainte et de souhaiter le bien-être social pour tous, telles sont les valeurs fondamentales non exhaustives d'une société démocratique* ». (K. D., 30 mars 2012)

Sur les sites plus politiques (Zenga Mambu), des individus vont s'exprimer mais également des collectifs : « *A l'égard de l'étendue des dégâts matériels et des lourdes pertes humaines, le congrès du peuple stupéfait, demande au gouvernement une enquête indépendante* ». *Il invite le peuple congolais à amorcer un débat de fond sur les moyens de défense de notre pays et à se prononcer sur les achats massifs d'armes de guerre dont le peuple congolais paie un lourd tribut* » Dr Marcel Guitoukoulou, Ambassadeur Itinérant. Communiqué du Congrès du peuple sur Zenga Mambu, mars 2012).

Il y a donc, comme le souligne Zeineb Touati, « *une transformation de l'espace numérique congolais en un espace public bis remplaçant l'espace public classique miné par la censure et vidé de toute forme d'expression, de régulation ou de négociation* » (Touati, 2012, p.7).

Pertinence et limites de la mobilisation

Les limites de cette mobilisation tiennent au fait que toute la population n'a pas accès de manière régulière et efficace à la communication. Puisque sur place, nous n'avons eu aucune information sur l'origine du sinistre, l'ampleur des dégâts, le nombre de victimes, etc. Sur place, les habitants du Congo n'ont pas eu accès aux informations diffusées sur Facebook, le réseau était saturé, la population était très déstabilisée. Ce sont ceux qui avaient des outils très performants qui ont pu informer et s'informer.

Même si le Congo fait désormais partie des 30 pays africains les plus développés dans le domaine des Tic⁸, avoir l'accès Internet chez soi reste un luxe que peu de Congolais peuvent s'offrir : les cybercafés restent donc un passage obligé pour tout Congolais souhaitant surfer sur Internet, l'ordinateur demeure l'outil le plus pratique pour « surfer sur Internet ». Certes, les tarifs des cybercafés ont baissé, surtout dans les quartiers populaires où l'heure de connexion à Internet coûte désormais 350 francs CFA (50 centimes d'euros). Les cybercafés se trouvent dans « *les centres villes des capitales, plus on va vers les quartiers pauvres et dans les petites villes, plus les*

.....

⁸ Source : <http://www.afriqueitnews.com/2014/12/01/liut-publie-un-classement-des-pays-africains-les-plus-developpes-dans-les-tic/>.

télécentres et les cybercentres privés se raréfient »⁹. Même à Brazzaville, il faut parfois parcourir des kilomètres pour consulter ses mails. Les problèmes d'électricité et l'insuffisance d'équipement (une dizaine d'ordinateurs, une imprimante, des téléphones portables pour ceux qui font également cabine téléphonique) ne permettent pas une efficacité et une permanence dans l'accès au réseau.

Pour Gado Alzouma, « *en raison de leur coût élevé, l'acquisition d'un ordinateur, les abonnements à Internet et les formes individuelles d'accès à Internet sont hors de portée de la plupart des usagers. Par exemple, il a été calculé que l'accès à Internet est beaucoup plus cher dans un pays comme le Niger qu'il ne l'est dans les pays développés* » (Alzouma, RFSIC, 2014 p.10). A la fois cause et effets des inégalités sociales (Van Djürk, Van Dersen, 2010), les inégalités d'accès aux Tic persistent, entre, par exemple, zones rurales et zones urbaines : « *la discrimination en matière d'accès selon les revenus : Internet, entre autres, reste un luxe pour la majorité des Africains : des citoyens dotés du capital économique et culturel et les autres* » (Dakouré, 2014, p.5). À cela, on peut aussi ajouter une inégale distribution des compétences techniques et culturelles (éducation).

Tous les Congolais n'ont pas un accès régulier du fait des problèmes d'électricité, des difficultés d'accès au réseau, ils n'ont pas tous la culture « réseaux sociaux », ils regardent plus la télévision et écoutent la radio pour s'informer de l'action du gouvernement que la TV nationale diffuse en boucle. Pour Gado Alzouma, « *l'écrasante majorité des usagers (africains) ne possède pas un téléphone doté de la fonctionnalité nécessaire pour naviguer sur Internet* » (Alzouma, 2014). Internet mobile se développe, certes, mais les *smartphones* coûtent cher, le prix des communications reste élevé et il persiste une fracture numérique entre les plus jeunes et les plus âgés. Le manque d'éducation aux médias numériques et à Internet constitue également un frein important. Par ailleurs, les individus les plus actifs sur les réseaux sociaux sont des individus généralement bien informés sur la politique, des leaders d'opinion ou encore des étudiants et des universitaires, ceux qui ont un intérêt particulier dans le cadre de leur travail ou de leur engagement et ont besoin d'être au courant des actualités des politiques.

Bertrand Cabedoche note que les dispositifs numériques offrent de réelles possibilités pour des interactions civiques, sans pour autant promettre une installation rapide de la démocratie (Cabedoche, 2014, p.6). Dans le cas du Congo, ce sont là les limites de ce nouvel activisme politique, il s'appuie sur mode de communication limité, il n'attire qu'un public plus jeune, toujours connecté et « fan » des dernières actualités en vogue sur les réseaux sociaux. Il y a « *confinement de la communication à quelques communautés* » (Cabedoche, 2013, p.20). Pour Bertrand Cabedoche, « *ce ne sont pas Internet ou les réseaux sociaux qui font la révolution* » (Cabedoche, 2014, p.12); « *les bouleversements politiques sont d'abord et surtout l'aboutissement des mobilisations sociales* » (Ferjani, 2011, cité par Cabedoche, 2014, p.13).

Les limites de cette mobilisation tiennent également à la durabilité des actions mises en place et à la pérennité des actions et des solutions. Il y a eu, à Brazzaville, le procès des responsables de l'explosion du 4 mars qui a abouti à des condamnations. Cependant, plusieurs sinistrés de l'explosion du 4 mars vivent encore dans des maisons de « fortune » mises à leur disposition par le gouvernement congolais.

L'idée de la grande appartenance à la communauté n'a pas survécu à la fin de la mobilisation. Cette mobilisation s'est finalement présentée comme une stratégie à court terme, guidée par l'émotion. Il n'y a pas eu de réflexion générale sur la situation qui « *pourrait permettre de cibler les problèmes et les résoudre* » (Racine, 2010). Il n'y a pas eu non plus l'implication et le renforcement des actions avec des acteurs locaux, des associations existantes localement dans un « principe de coopération »

.....

⁹ A. Chenneau Loquay, Modes d'appropriation des Tic en Afrique subsaharienne, Actes des Troisièmes universités africaines de la communication, Ouagadougou, Burkina Faso, novembre 2006. p.157, cité par Bossoto, 2010.

(Racine, 2010). L'absence de réunions de restitution et de bilans réguliers au niveau de l'ambassade et même de l'évaluation des actions sont des limites dans une action de cette ampleur. En outre, cette mobilisation n'a pas permis l'adoption de nouvelles mesures, des évolutions législatives majeures sur la protection et des droits des individus. Cette mobilisation aurait pu se poursuivre sous d'autres formes, sur d'autres sujets de préoccupation des individus qui sont à l'intérieur et à l'extérieur d'un pays. Il y a donc nécessité d'une transformation en actions sur le terrain, ce que Zeineb Touati qualifie de « *transfert des revendications de la toile à la rue, l'engagement en ligne à l'expression dans la rue* » (Touati, 2012, p.8-10) pour que « *cette contestation virtuelle puisse se traduire par des mobilisations sur le terrain* » (Touati, 2012, p.11). Elle doit s'accompagner d'une organisation et d'une structuration des discours pour éviter le « côté cacophonique » de certains débats. L'efficacité d'une action tient à une mobilisation dans l'urgence pour venir en aide aux victimes mais également une réflexion collective sur des solutions durables. Bertrand Cabedoche fait remarquer que les activistes numériques ne peuvent « *se substituer aux syndicats et partis d'opposition ou autres formes d'organisation sociale* » (Cabedoche, 2014, p.12), car on ne peut transformer le réel uniquement avec le virtuel (Cabedoche, 2014, p.13).

Conclusion

Au Congo Brazzaville, la communication dans les médias traditionnels (médias, presse) est organisée autour de la communication gouvernementale. Les stations de radios proposent des informations religieuses. C'est dans ce contexte que se développent la téléphonie mobile et surtout Internet et que les habitants ont accès à Internet dans les cybercafés, dans les établissements scolaires et dans les entreprises. C'est dans le cadre d'une étude sur les Tic dans les entreprises congolaises que nous avons observé que des individus « profitent » de leur connexion sur leur lieu de travail pour avoir accès aux informations non disponibles dans les médias traditionnels. Une étude sur les usages de la téléphonie mobile nous montre que les Congolais utilisent beaucoup les réseaux sociaux pour communiquer avec des Congolais de la « diaspora » mais aussi pour participer à des débats publics et politiques. Au Congo, l'usage des Tic dans la sphère privée et professionnelle a permis un développement d'une expression individuelle partagée : « *la culture de l'entre-soi* », comme la désignent certains chercheurs en Sic (Cabedoche, 2013) : des individus qui communiquent avec d'autres dans la fonction expressive du langage *via* les réseaux sociaux, une ouverture au monde avec la possibilité d'accéder à d'autres sources d'information. L'analyse des usages des dispositifs numériques au Congo Brazzaville met en perspectives une appropriation à des fins d'épanouissement individuel (Jouët, 2000) et collectif, d'échanges plus intenses avec la diaspora (Kiyindou, 2012), de mobilisation politique individuelle et collective (Touati, 2012), de constitution d'une communication politique numérique *via* les réseaux sociaux.

Les individus peuvent ainsi accéder aux informations diffusées par les opposants aux autorités locales, par des acteurs engagés. La mobilisation lors de l'explosion du dépôt du 4 mars à Brazzaville montre que les individus jouent un rôle actif dans l'appropriation de la technologie (Alzouma, 2014), ils s'adaptent et adaptent la technologie par rapport aux contraintes et aux besoins de leur environnement, font preuve d'ingéniosité, de créativité, ne sont pas des récepteurs, des consommateurs passifs. Si elle a permis, dans l'urgence, de répondre aux besoins des victimes de l'explosion, elle n'a pas permis de mettre en place des réflexions actions durables pour accompagner les victimes.

Nos observations au Congo contribuent à enrichir le positionnement des sciences de l'information et de la communication contre tout déterminisme car les dispositifs numériques « *génèrent des usages inscrits dans une durée déterminée, souvent décalés par rapport à l'usage par le concepteur et portant, de ce fait, l'empreinte des évolutions des sociétés qui les accueillent* » (Cabedoche, 2014, p.3).

Références bibliographiques

- Alzouma, Gado (2014). « Faire de nécessité vertu : inégalités sociales et modes d'appropriation innovants du téléphone mobile en Afrique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 15 janvier 2014, consulté le 23 avril 2014. URL : <http://rfsic.revues.org/946>
- Bardin, Laurence (2003), *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- Cardon, Dominique (2006), « La trajectoire des innovations ascendantes : inventivité, coproduction et collectifs sur Internet », colloque *Innovations, Usages Réseaux*, Montpellier, 17 et 18 novembre 2006.
- Cabedoche, Bertrand, (2013). « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme : un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », in Sihem Najar (dir), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique latine)*, Tunis et Paris : IRMC-Karthala, p.279-300.
- Cabedoche, Bertrand (2014), « Médias sociaux, technologies de l'information et de la communication et changement social : des jeux croisés d'acteurs, contrariant toute lecture déterministe », congrès *Orbicom* (réseau mondial des chaires Unesco, Bordeaux, 6-7 novembre 2014.
- Cabedoche, Bertrand (2010), "Open source strategies and media in political elections of the new millenium: an emerging script on technological determinism?", (p.215-234), in Vartanova, Elena L. (ed.), 2010, *Content, channels and audiences in the new millenium: interactions and interrelations*, Moscow (Russia), Faculty of journalism, Lomonosov Moscow State University - MediaMir., ISBN 978-5-211-05873-6.
- Cardon, Dominique, Granjon, Fabien (2010). *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Cheneau-Loquay, Annie (2010). *Modes d'appropriation innovants du téléphone mobile en Afrique*. Genève : Union internationale des télécommunications (UIT), 48 p.
- Cheneau-Loquay, Annie (2012), « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local », *L'Espace géographique*, 2012/1 tome 41, p.82-93.
- Certeau (de), Michel, (1990). *L'invention du quotidien, 1. : Arts de faire*. Paris : Gallimard, 1990 (1^{ère} éd. 1980), 352 p.
- Coutant, Alexandre (2012). *Internet et politique*, Paris : CNRS.
- Dakouré Évariste(2014). Tic et développement en Afrique : approche critique d'initiatives et enjeux, *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, URL : <https://rfsic.revues.org/939>
- Delpeteau, F., (2000). *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question du départ à la communication des résultats*, Bruxelles, Editions de Boeck Université / Québec : Presses de l'Université Laval.
- Djordje, Kuzmanovic (2014). « La communication politique », *Communication et organisation* (en ligne), mis en ligne le 19 juin 2012, consulté le 20 juin 2014, URL : <http://communicationorganisation.revues.org/3305>.
- Flichy, Patrice (2008). « Technique, usage et représentations », *Réseaux*, n° 148-149, 2008, p.147-174.
- Granjon, Fabien (2001). *L'Internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Remmes : Apogée (Coll. "Média et Nouvelles technologies").

- Granovetter Mark S. (1973). "The Strength of Weak Ties", *American journal of Sociology*, n° 78, Issue 6, p.1360-1380.
- Gerstlé, Jacques (2004). *La communication politique*, Paris, Armand Colin, Compact Civis.
- Jouët, Josiane. (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, p.487-522.
- Kiyindou, Alain, Miéré-Pelage, Théodora (2012). « Réseaux virtuels, reconstruction du lien social et de l'identité dans la diaspora noire », *Etudes de communication*, n° 38.
- Lafrance, Jean-Paul (2012). « Revisiter le concept de développement et les modèles de communication qui les accompagnent », discours prononcé à l'occasion de la remise du prix du Cedimes, réseau universitaire des chercheurs francophones, Paris.
- Le Bayon, Simon (2009). « Les Tic dans les collectifs diasporiques : études des Bretons à New York », *Tic & Société*, Vol. 3, n°1-2, p.1-17.
- Mattelart, Armand (1995). « Une éternelle promesse : les paradis de la communication », <http://www.monde-diplomatique.fr/1995/11/MATTELART/6768>, consulté le 15 février 2015.
- Mattelard Tristan (2009). « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *Tic & Société*, vol. 3, n°1-2, p.1-33.
- Miéré-Pelage, Théodora (2008). « Usages de la téléphonie mobile en contexte de sous-développement » dans Kiyindou A. (dir.), *Communication pour le développement, Analyse critique des dispositifs et pratiques professionnelles au Congo*, Bruxelles, Editions EME.
- Morin, Jacques (1992). *Des technologies, des marchés et des hommes. Pratiques et perspectives du management des ressources technologiques*, Paris, Les Editions d'organisation.
- Musso, Pierre (2003). *Critique des réseaux*. Paris, PUF, coll. "La politique éclatée".
- Musso, Pierre (2011). « Révolution FaceBook » ou révoltes populaires ? », *Écorev* (revue critique d'écologie politique), n° 37, mis en ligne le 2 septembre 2011, consulté le 16 février 2015. <http://ecorev.org/spip.php?article891>.
- Pailliat, Isabelle (2000). « Les enjeux locaux de la démocratie électronique », *Hermès*, n° 26-27, p.129-138.
- Pelage Théodora, Zlitni Sami (2004). « Le management africain face aux Tic », conférence internationale, *Tic & Inégalités : les fractures numériques*, Paris, Carré des Sciences, 18-19.
- Perrin, Daniel (1993). *L'impact des nouvelles technologies*, Paris, Les Editions d'organisation.
- Proulx, Serge, (2008). « Des nomades connectés : vivre ensemble à distance », *Hermès*, n°51, p.155-160.
- Québriac-Gardère, Elizabeth (2008). *Démocratie participative et communication territoriale : vers la micro-représentativité*, Paris, L'Harmattan.
- Riutort, Philippe (2013). *Sociologie de la communication politique*, Paris, la Découverte.
- Van Deursen, Alexander & van Dijk, Jan (2010). "Internet skills and the digital divide", *New Media and Society*, 13(6), p.893-911.
- Wolton, Dominique (1997). *Penser la communication*, Paris, Flammarion.
- Servaes, Jan et Schields, Peter (1989). « Le transfert des technologies de l'information et son impact sur le développement », *TIS*, vol.1, n°2, p.77.
- Racine Sonia (2010). « La mobilisation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à travers des organismes communautaires québécois », thèse présentée en vue de l'obtention du grade de *Philosophiae Doctor* (Ph.D.) en service social à la Faculté des études supérieures, Université de

Montréal (École de service social, Faculté des arts et des sciences) sous la direction de Anna Kruzynski, directrice de recherche, novembre 2010.

Thietart Raymond-Alain, (2003). *Méthodes de recherche en management*. Paris, Dunod.

Touati, Zeineb (2012). « La révolution tunisienne : interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux », p.121-141, "<http://anneemaghreb.revues.org/1426>.

Zlitni, Sami (2003). *Insertion des nouvelles techniques de l'information et de la communication dans les entreprises. Le cas des PME tunisiennes*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Bernard Miège, Université Stendhal, Grenoble 3.

Revue

Chaniac, Régine (dir.) (2003). L'audience : presse, radio, télévision, Internet, *Hermès - Cognition, communication, politique*, numéro 37.

Sitographie

Comptes Facebook de Thierry Mougalla et de Alain Akouala, consultés de mars 2012 à juin 2015.